

Philosophie de trois guerres [suite]

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **120 (1975)**

Heft 5

PDF erstellt am: **26.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343945>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Philosophie de trois guerres

(Suite)

II.

PHILOSOPHIE DES DEUX GUERRES MONDIALES

Les affrontements sanglants entre peuples résultent toujours d'un certain contexte belligène, dans lequel un homme — ou groupe d'hommes — déclenche finalement le conflit. Or, une telle ambiance s'était bien développée et maintenue dans les deux « entre-deux-guerres » qui ont succédé à 1871 et 1918.

A vrai dire, elle résultait tant des injustices et faiblesses des deux traités de paix que d'un certain sentiment national, chaque fois démesurément développé par ceux qui — dans l'Allemagne wilhelmienne comme dans celle d'Hitler — portent finalement la responsabilité devant l'Histoire des deux conflits, mondiaux tant par leurs dimensions que par leurs répercussions.

Ce sont donc les contextes et les mentalités des deux entre-deux-guerres que nous allons brièvement examiner, afin d'établir la philosophie des deux affrontements qui ont suscité une véritable mutation, non seulement en Europe, mais sur l'ensemble du globe.

LE CONTEXTE POLITIQUE, STRATÉGIQUE ET IDÉOLOGIQUE EUROPÉEN A LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Ce sont avant tout les opinions publiques française et allemande que nous allons évoquer. Car l'histoire des deux guerres se confond avec celle des deux peuples, qui entreront tous deux dans le conflit de 1914 avec un indéniable enthousiasme, à vrai dire pour des raisons bien différentes. Au centre des préoccupations de l'homme de la rue il y avait, en France comme en Allemagne, la question d'Alsace-Lorraine, cette pomme de discorde née de la grande erreur de Bismarck et dont nous avons décrit l'incidence tragique sur les relations des deux pays dont les luttes fratricides allaient si profondément bouleverser, par leurs immenses répercussions, la face de l'Europe et celle du monde.

Nous avons constaté, dans nos réflexions antérieures, que la nation vaincue en 1871, tout en déplorant la perte de deux de ses provinces, unique atteinte de l'Histoire à son intégrité nationale, ne voulait pas la guerre. Certes les Français avaient constamment les yeux fixés sur la « ligne bleue des Vosges » et la statue en deuil de la Ville de Strasbourg était l'objet d'un véritable culte, place de la Concorde. Mais c'est bien à tort que l'opinion allemande représentait — même dans les manuels scolaires — le « Souvenir Français », fondé par un patriote alsacien, et la « Ligue des Patriotes » comme des fauteurs de guerre.

Car un ressentiment n'est pas forcément un sentiment belligène. Et ces associations entretenaient seulement, comme la majorité des Français, le culte de la Patrie mutilée. Mais jamais la France n'aurait déclenché cette guerre qu'au fond tous attendaient, pour retrouver les provinces perdues. En somme, tous se préparaient au combat et de nombreux jeunes s'engageaient dans l'armée pour participer à la libération de l'Alsace et de la Lorraine, tout en sachant que le gouvernement de Paris ne provoquerait pas ce conflit salvateur.

La mobilisation de 1914, l'ouverture des hostilités suscitèrent donc un immense enthousiasme, mais dans une guerre... du fait de « l'autre ». D'où d'ailleurs cette décision du retrait des troupes à 10 kilomètres de la frontière, afin de bien marquer aux yeux du monde que la France n'était pas l'agresseur dans le conflit imminent.

Les historiens de la jeune école allemande, souvent disciples de F. Fischer, reconnaissent volontiers l'attitude conciliatrice du gouvernement de Paris. Et Immanuel Geiss écrit: « L'attitude de la France fut absolument correcte. »

Mais qu'en était-il de celle de l'Allemagne?

Le contexte allemand était alors entièrement différent de celui de la France. L'homme moyen, dans ce pays, ne désirait nullement la guerre, encore qu'il la crût toujours latente, comme le Français de sa catégorie. Mais une certaine Allemagne, officielle et universitaire, porte ici une incontestable responsabilité dans le déclenchement du conflit de 1914. Le premier historien de ce pays à soutenir cette thèse fut le professeur Fritz Fischer qui en 1961, publia son remarquable ouvrage, « Griff nach der Weltmacht. Die Kriegspolitik des kaiserlichen Deutschlands ». Cette publication souleva une véritable vague d'indignation en Allemagne.

Depuis, toute une pléiade d'auteurs de la jeune école ont développé les mêmes thèses, en exploitant la publication de documents antérieurement inconnus et en commentant les mémoires de l'ancien secrétaire de Bethmann-Hollweg, parus tardivement.

Parmi ces historiens il y a lieu de citer tout particulièrement Immanuel Geiss (« Julikrise und Kriegsausbruch 1914 », — en 1963-1964 — « Studien über Geschichte und Geschichtswissenschaft », 1971) et W. Mommsen (« Die deutsche Kriegszielpolitik 1914-1918 », en 1967). Ces auteurs ont remarquablement décrit l'ambiance vraiment belligène d'avant 1914 ainsi que la responsabilité finale du chancelier Bethmann-Hollweg, véritable victime de l'atmosphère belliqueuse dans laquelle il avait été contraint à vivre. Et d'ailleurs il n'était pas seul. Car même l'homme social-démocrate avait fini par croire à la nécessité de la guerre. Et pourtant, comme par une ironie du sort, ce n'est pas en Allemagne, mais en Autriche que le conflit fut décidé. A vrai dire, sous une pression de Berlin. Et voici comment.

A Vienne, seul le chef d'Etat-Major, le général von Hötendorff, était vraiment d'avis, après l'attentat de Sarajevo, de préconiser l'entrée en guerre contre la Serbie. L'empereur, le ministre des Affaires étrangères étaient hésitants. Le comte Tisza, président du Conseil en Hongrie, était d'abord résolument opposé à une telle initiative.

Et pourtant c'est finalement en Autriche que joua le mécanisme fatal. Car, en Allemagne, le grand Etat-Major — cet Etat dans l'Etat — était pour la guerre, la guerre préventive d'ailleurs. Et Guillaume II, dans un premier temps, avait entièrement adopté ce point de vue.

L'assassinat de l'archiduc l'avait totalement bouleversé, au point de lui faire apposer sur le rapport à ce sujet de l'ambassadeur allemand à Vienne cette remarque marginale: « Maintenant ou jamais. » Et cette petite note avait été le mot d'ordre pour la diplomatie du Reich en l'occurrence.

Dans ces conditions, le 5 juillet, après un entretien avec l'ambassadeur de la Double Monarchie à Berlin, le comte Szogeny, l'empereur promit l'appui allemand au gouvernement de Vienne, qui vit là un blanc-seing. D'autant plus que Guillaume II engageait l'Autriche à ouvrir les hostilités contre la Serbie le plus tôt possible. Et, bien entendu, les milieux concernés de Berlin agissaient dans le même sens d'une attitude intransigeante vis-à-vis de Belgrade.

Par le journal de Riezler, le secrétaire du chancelier Bethmann-Hollweg, nous savons maintenant que ce dernier était bien conscient du risque encouru par l'aventure lancée : une éventuelle entrée en guerre de la Grande-Bretagne, donc la guerre mondiale.

Or, en dépit de cette menace, le chef du gouvernement impérial envisageait, dès ce jour, les hostilités avec la France et la Russie. Il voyait là, en effet, le moindre mal. Car il estimait qu'un succès diplomatique — par exemple, le désaveu de la Cour de Saint-Pétersbourg par Paris, ou celui de la Serbie par le tsar — aurait représenté une solution moins valable dans les conditions du moment.

C'est dans ce contexte particulier que finalement le chancelier autrichien, le comte Berchtold, se laissa persuader d'agir contre la Serbie. D'où le fameux ultimatum, convenu entre Berlin et Vienne. A vrai dire, en Autriche l'ensemble du gouvernement avait fini par partager la manière de voir de Bethmann-Hollweg. Et l'empereur, après le comte Tisza, longtemps hésitant, approuva finalement cette position.

Jusqu'au dernier moment Berlin avait craint une défection de Vienne. D'autant plus que la remise de l'ultimatum avait été retardée jusqu'au 23 juillet, c'est-à-dire après le départ de Saint-Pétersbourg du président Poincaré, alors en visite en Russie avec son ministre des Affaires étrangères, M. Viviani.

Le ministre allemand des Affaires étrangères avait d'ailleurs fait connaître au gouvernement de la Double Monarchie, par l'ambassadeur d'Autriche à Berlin, que le refus de cet ultimatum, selon la thèse généralement admise par les responsables allemands, entraînerait « une déclaration de guerre avec engagement des hostilités ». Et il insistait sur l'urgence de l'action, « en raison du risque d'intervention d'autres puissances ».

Bien mieux, Jagow, le ministre des Affaires étrangères lui-même, alla jusqu'à refuser de transmettre les offres de médiation britanniques, tout en affirmant à l'ambassadeur de Londres que les Autrichiens avaient « précipité les choses... » Car il entendait de la sorte prévenir toute intervention extérieure.

Bref, objet de tant de pressions, Berchthold s'empressa de céder, si bien que Hötendorff lui-même finit par estimer que l'on allait trop vite. Et, dans ces conditions, dès le 28 juillet, la guerre fut effectivement déclarée. Le lendemain eut lieu un bombardement sur Belgrade.

A voir les choses de près, la responsabilité de ce déclenchement du premier conflit mondial est essentiellement imputable au chancelier Bethmann-Hollweg. Comme nous le précise si nettement l'historien Fritz Fischer, la première réaction de Guillaume II, en prenant connaissance de la réponse serbe, eût pu éviter la guerre. Car celle-ci avait été conciliante au-delà de toute attente. Si bien que l'empereur déclara que c'était là « ...un grand succès pour Vienne mais qui fait tomber tout motif de guerre... » Si bien qu'il recommanda à son gouvernement d'agir dans le sens de la modération, en invitant Vienne à accepter les propositions de Belgrade.

Or, Bethmann-Hollweg — et ce fut là son impardonnable faute devant l'Histoire — non seulement n'adressa pas au gouvernement autrichien les conseils suggérés par son souverain, mais il omit même de citer la phrase de l'empereur qui eût permis à la diplomatie d'agir dans le sens de la modération. En d'autres termes, Guillaume II fut trahi par son chancelier!... Puis, le mécanisme infernal se déclencha et d'abord par la déclaration de guerre à la Russie, puis à la France. L'on connaît la suite...

La Russie, par précaution, avait procédé à une mobilisation partielle dès le 27, afin d'empêcher l'Autriche d'attaquer la Serbie. La mobilisation générale ne fut appliquée que le 30. A vrai dire, le tsar, sur l'insistance des généraux, l'avait d'abord décidée, puis, dans un but de conciliation, il était revenu à la mobilisation partielle.

Et pourtant certains auteurs lui ont reproché de l'avoir ordonnée trop tôt. Or, en raison de la lenteur d'une mobilisation sur l'immense territoire russe, il lui eût été impossible de l'effectuer au dernier moment, sous peine d'être dangereusement devancé par les Allemands et les Autrichiens.

Quant à l'Angleterre, elle aurait certainement pu agir efficacement dans le sens de la conciliation en déclarant catégoriquement, dès les premiers jours de la crise, sa volonté d'intervenir en cas de conflit. Or, Lord Grey ne put faire ce geste avant le 29 juillet, car les opinions étaient divisées au sein de son cabinet. Et, jusqu'au dernier moment, onze ministres étaient opposés à toute entrée en guerre.

C'était là un fait profondément regrettable. Car, prévenu plus tôt de la volonté de la Grande-Bretagne de tenir ses engagements envers la France, le chancelier eût peut-être cédé.

Mais, quoi qu'il en fût, on ne saurait accuser le peuple et le gouvernement britanniques d'avoir recherché la guerre, pas plus d'ailleurs que la Russie.

En bref, il y a eu, de la part de Bethmann-Hollweg, la volonté ferme de déclencher le conflit. Il avait seulement espéré d'abord une attitude neutre du gouvernement de Londres. En fait, sa politique de juillet 1914 n'a été qu'une sorte de fuite en avant. Et pourtant le chancelier n'était pas entré dans le conflit avec des buts de guerre très précis. Et, à vrai dire, il n'était pas belliqueux par nature. Il n'était pas de ces pangermanistes, expression de cette volonté de puissance, ce « Wille zur Macht » qui devait, selon les nationalistes extrémistes et certains universitaires, aboutir à une hégémonie allemande, en quelque sorte, au règne de ces surhommes imaginés par Nietzsche.

C'est en somme malgré lui que Bethmann-Hollweg avait déclenché la catastrophe, contrairement d'ailleurs à certaines affirmations du professeur Fischer, dont les disciples ont quelque peu atténué quelques rigueurs.

En réalité, dans toute une partie de la société allemande d'avant 1914 régnait une ambiance belligène. Et Bethmann-Hollweg — qui n'était d'ailleurs nullement le personnage falot que divers auteurs ont vu en lui — a, par la force des choses, subi l'influence de ce milieu agressif. Il a surtout partagé un sentiment assez répandu, selon lequel l'Allemagne était alors entourée d'ennemis et qu'il convenait d'agir en conséquence.

Dans l'ouvrage de Geiss, il est fait allusion à une lettre du chancelier dans laquelle ce dernier se demandait si, tout compte fait, il n'était pas préférable d'engager une guerre préventive, plutôt que de risquer, dans un avenir plus éloigné, de la subir dans des conditions fatales de la part d'adversaires disposant d'avantages supérieurs, donc plus de chances de la gagner.

Certaines idées — déjà répandues abondamment par des intellectuels éminents — ont effectivement joué au lendemain de Sérajevo. Cette thèse est soutenue notamment par le professeur Mommsen (cf « Die deutsche Kriegspolitik 1914-1918 », dans le supplément de « Das Parlament » du 21/6/1967).

Incontestablement les théories évoquées ont agi sur le chancelier. Et pourtant ce dernier, selon le même historien, était au fond de lui-même opposé à une guerre préventive. Il aurait certainement préféré un arrangement avantageux avec la Russie et améliorer de la sorte la position

allemande sur le plan géopolitique. (Opinion d'ailleurs contestée par Geiss, dans « Die Kriegsschuldfrage. Das Ende eines Tabus », supplément de « Das Parlament », du 21/6/1967.)

Mais en fait c'est bien lui qui allait précipiter les hostilités et endosser la terrible responsabilité d'une guerre généralisée, alors qu'il n'avait lui-même aucun plan politique pour l'immédiat.

Pour bien comprendre une telle absence de vues, il convient de se reporter au « plan Schlieffen ». C'est ce dernier, quelque peu remanié, qui allait être appliqué en 1914.

Or, il avait été l'œuvre exclusive de son auteur, nullement guidé par des directives gouvernementales. Ce fut une monstruosité, dans le pays de Clausewitz, pour qui la « logique de la politique » dominait la stratégie, avec la seule obligation, pour le pouvoir, de tenir un compte suffisant de la « grammaire de la guerre ».

Or, le plan Schlieffen a été conçu sans la moindre intervention du pouvoir politique, le grand Etat-Major étant devenu alors un véritable Etat dans l'Etat (cf. à ce sujet « Le cas Schlieffen », p. 168 de notre ouvrage « L'Armée face au pouvoir », France-Empire 1968).

Or, Bethmann-Hollweg n'avait jamais critiqué ce plan, établi dans sa première version sans aucune directive gouvernementale. D'où cette monstrueuse idée d'un passage par la Belgique, excellente du point de vue strictement militaire, mais désastreuse sur le plan politique, puisqu'elle risquait d'entraîner l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne.

Or, le chancelier n'avait jamais critiqué ce document. Il avait même admis la retouche faite par Moltke, le médiocre successeur de Schlieffen : la réduction de 15 à 4 jours des délais qui eussent permis, dans la conception antérieure, un certain jeu de la diplomatie, dans le sens de l'apaisement et du compromis.

En somme, Bethmann-Hollweg était prêt à subir l'engrenage — en cas de crise voisine de l'état de guerre — du mécanisme de ce plan de campagne si contraire à l'enseignement clausewitzien, qui subordonnait constamment l'action du commandement à la « logique politique ». Tout au contraire, le chancelier était dominé entièrement par le Grand Etat-Major, dans ce court laps de temps qui n'était déjà plus la paix, mais pas encore la guerre.

Mais si donc Bethmann-Hollweg porte la responsabilité essentielle dans le déclenchement de ce drame de 1914, il faut tenir compte, pour

bien comprendre son attitude, de celle des hommes politiques et des intellectuels qui, par leurs doctrines néfastes, avaient créé une mentalité nettement et dangereusement agressive chez nombre d'Allemands, avant le conflit.

Certaines notions, souvent imprécises, mais désastreuses par leurs incidences, circulaient alors dans le Reich wilhelminien. Par exemple, celle d'une « Europe du Milieu », de conception allemande. Et Bethmann-Hollweg lui-même allait être obligé d'en tenir compte, dans ses contacts d'après l'ouverture des hostilités.

Mais il faut bien constater que le chancelier, une fois le conflit engagé, n'a rien fait pour l'empêcher de dégénérer en déflagration générale, notamment dans les tentatives de la dernière heure.

L'Allemagne, en effet, était alors intraitable, notamment dans son exigence de la remise — « en garantie » — des forteresses de Toul et de Verdun. De même, la Russie ne pouvait, le 31 juillet, accepter l'ultimatum allemand lui enjoignant d'annuler sa démobilisation générale, alors que le simple « Kriegsgefahrzustand » entraînait la mobilisation du Reich.

Que retenir des constatations qui précèdent? Tout simplement le fait que, dans cette Allemagne de 1914 que nous venons d'évoquer, régnait une atmosphère politique et humaine qui devait, en quelque sorte fatalement, conduire à la guerre. Guillaume II, en particulier, a souvent tenu des propos provocateurs. Et, en dernière analyse, il a succombé à cet esprit belligène qu'il avait lui-même entretenu. L'exaltation du Reich, les accusations portées contre ses potentiels adversaires ont largement créé ce climat néfaste dont Bethmann-Hollweg a été la victime. La « mission » supérieure qu'il attribuait à son pays, à son peuple, ce « sel de la terre » selon lui, les manifestations spectaculaires de Tanger et d'Agadir ont bien fait apparaître l'Allemagne des Hohenzollern comme le « perturbateur » d'un certain équilibre européen et de la paix.

Cet état d'esprit néfaste était aussi le résultat d'une certaine évolution économique. Comme l'écrit le professeur Maurice Baumont: « ...le drame de 1914 s'explique aussi par un excès de puissance économique, comme conséquence logique d'un dynamisme qu'avaient accentué pendant des dizaines d'années les progrès techniques et, en de nombreuses contrées, démographiques. Un tel dynamisme, que depuis les années 1880 on a qualifié d'impérialisme, voulait se décharger... »

En fait, quel puissant support pour certaines théories pangermanistes d'avant 1914...

Certes, Guillaume II déclarera: « Je n'ai pas voulu cela. » Mais il a bien incarné la volonté de puissance de son peuple. Quant au chancelier, il a vécu dans une atmosphère explosive.

Mais, pour le politologue comme pour le polémologue, un fait profondément perturbateur de la paix mondiale a dominé l'action du gouvernement allemand: la défectueuse relation entre le pouvoir politique et un haut commandement devenu prépondérant aux confins des deux autorités.

En somme, plus ou moins conditionné par son environnement intellectuel, moral et politique, Bethmann-Hollweg, cet homme qui à la fin de sa vie portait comme une croix le poids de sa responsabilité, a été, comme bien des Allemands, la victime d'une certaine idéologie et de l'incontestable subordination du pouvoir à l'Etat-Major.

Il a manqué aussi au chancelier une certaine formation géopolitique et géostratégique, voire polémologique. S'il avait approfondi davantage les leçons de Clausewitz, nulle doute qu'il n'aurait pas subi à un tel point la loi des militaires, dont la mission est de faire et de préparer la guerre, non pas de l'imposer.

LES CAUSES LOINTAINES ET DIRECTES DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Le contexte de l'entre-deux-guerres 1918-1939 est essentiellement différent de celui de la période 1871-1914. En effet, les traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly et du Trianon, contrairement à celui de Francfort, dépassaient le cadre strictement franco-allemand.

En particulier, en supprimant l'Autriche-Hongrie en tant que grande puissance, ils portaient atteinte, de ce fait, à une certaine Europe du Milieu, l'un des piliers de l'équilibre européen, et ils transformaient totalement l'image des pays à l'est du Reich. Si certaines résurrections — celles des Etats baltes, de la Pologne — étaient heureuses et légitimes, par contre l'accession à l'indépendance des pays successeurs de la Double Monarchie faisait perdre aux nations en cause leur appartenance à une grande entité dont la force importait à leur destin et à celui de l'Europe tout entière. En particulier, la Tchécoslovaquie du traité de Versailles n'était pas un Etat viable.

Car si Allemands et Tchèques avaient efficacement cohabité sous l'autorité des Habsbourg, il n'en fut plus de même dans la construction imposée par les alliés. Une constitution fédérale eût maintenu la cohésion souhaitable entre les deux nationalités. Or, tout se passait comme si les Allemands avaient purement et simplement été annexés par les Tchèques du nouvel Etat. Et l'on comprend maintenant Chamberlain d'avoir refusé la responsabilité d'une guerre « parce que des millions d'Allemands ne voulaient pas être Tchèques »... D'où le drame de Munich en 1938...

D'une manière générale, les insuffisances, faiblesses et injustices du traité de 1919 et de 1920 commencent à nous être connues, notamment par les travaux du « Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale », en particulier ceux du professeur Maurice Baumont (« La faillite de la paix 1918-1939 » T. I et II, P.U.F. 1968, et « Les origines de la deuxième guerre mondiale » Payot 1969). En outre, la bibliographie sélective de « La faillite de la paix » permet une étude approfondie des thèses soutenues.

Dans cette période de 1918-1939, deux faits dominent. D'abord les conséquences directes des traités, dont Bainville disait qu'ils étaient « trop forts pour ce qu'il y avait de faible, trop faibles pour ce qu'ils avaient de fort ». Mais surtout un élément psychologique important intervenait dans le comportement des Allemands. C'est cette légende du « coup de poignard dans le dos » et du « Diktat » du traité de Versailles. Comme si jamais un traité de paix n'avait pas été signé sous la contrainte de la force ou de la victoire...

En fait, les injustices en cause ne constituaient que l'un des facteurs belligènes de l'époque d'avant 1939. Car la diplomatie aurait pu régler ou du moins atténuer certaines situations regrettables. Mais un facteur nouveau intervint alors : Hitler.

Ce dernier tira profit du mécontentement suscité par les dispositions du traité honni, mais aussi de la misère indicible créée par la crise économique — plus grave en Allemagne à cause des conséquences de la défaite. Car l'inflation avait fait dans ce pays des ravages exceptionnels, au point de bouleverser entièrement l'image de la société d'avant 1914. Et c'est précisément ce désastre social qu'allait exploiter le Führer, en apparaissant au peuple allemand comme le sauveur face à la République de Weimar débordée.

Certes, la situation aurait pu être redressée par des Allemands de bonne volonté, notamment avec un peu de compréhension à l'extérieur de la part des dirigeants français en particulier. Elle aurait été rétablie — comme elle se rétablira en 1945 »... s'il n'y avait pas eu à la tête de l'Etat allemand Adolf Hitler », conclut Maurice Baumont dans « Les origines de la deuxième guerre mondiale », « il y a de bonnes raisons de penser que la deuxième guerre mondiale n'aurait pas eu lieu ».

Cette arrivée au pouvoir d'Hitler est donc à l'origine du conflit de 1939-1945. Et, si la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la première guerre mondiale a longtemps fait l'objet d'âpres controverses, par contre, il n'en est pas de même pour 1939. Et puis, les archives de la Wilhelmstrasse, publiées de bonne heure, ont permis ici de rétablir promptement la vérité historique.

Mais, en 1939, Hitler a été suivi par une majorité d'Allemands. Car il semblait, à leurs yeux, poursuivre la légitime réparation d'un dommage injustement subi. Et pour bien comprendre cette mentalité des citoyens du Reich de Weimar, il faut se reporter au traité de Versailles, à ce « passif » qu'il comportait sur le plan politique et humain.

LE « PASSIF » DE VERSAILLES

Il faut souligner avant tout le fait que, lors des discussions en vue des traités de Versailles, de Saint-Germain et de Neuilly, la position des divers alliés victorieux n'étaient pas la même. Mais tous étaient persuadés qu'ils venaient de gagner la « dernière guerre ». Et tous étaient d'ailleurs animés du désir d'assurer la sécurité européenne. Sur ce point, Clemenceau, Wilson et Lloyd George étaient d'accord.

Mais les divergences de vues apparurent lorsqu'il fut question des voies à utiliser. Pour la France, ce qui importait avant tout, c'était d'écarter le « péril allemand ». Et, faute d'obtenir l'occupation permanente de la rive gauche du Rhin, réclamée surtout par Foch, Clemenceau dut finalement se contenter d'une « garantie anglo-saxonne » en cas de menace. C'était peu de chose. D'autant plus que Lloyd George allait bientôt changer de position. Il devenait partisan d'une politique relativement libérale vis-à-vis de l'Allemagne, de peur de la voir se jeter dans les bras des Soviétiques.

Quant aux Etats-Unis, désavouant Wilson, ils ne devaient pas tarder à se retirer de la partie, ne croyant pas leurs alliés capables d'assurer cette paix éternelle, d'abord objet central des pourparlers engagés. Ce désaccord des alliés résultait tant des visées ou craintes particulières de chacun d'eux, incapable de dominer sa victoire. Il aggravait les conséquences de ce passif des traités de 1919 et de 1920 et qui fut adroitement exploité par les Allemands.

Il résultait essentiellement de trois fautes majeures :

1^o *L'abandon de tout plan d'ensemble valable.* Les « Quatorze points » du président Wilson — auxquels on ne tarda pas de se référer en Allemagne — ne furent même pas précisés. Et il fut facile aux futurs chefs du Troisième Reich de faire valoir que la « paix honorable » attendue par la nation vaincue fut remplacée par le « Diktat » de Versailles que tout le pays ressentit comme une immense humiliation.

2^o *Les réparations,* mal définies, trouvées insupportables par les Allemands, qui, par la suite, en obtinrent la réduction, puis la suppression.

3^o *L'élimination de la Double Monarchie.* Non seulement ce fut là la destruction de l'un des piliers de l'équilibre européen, comme nous l'avons déjà constaté. Mais il était à prévoir que, l'Autriche-Hongrie une fois disparue, la population germanique de l'ancien empire des Habsbourg allait se tourner tout logiquement vers ses frères de race pour reconstituer une nouvelle grande Allemagne panallemande. Et c'est cela que ne voulaient pas les vainqueurs.

Mais ceux-ci furent eux-mêmes bientôt victimes de leurs erreurs et de leurs désaccords. D'abord la France, où l'on se sentit frustré, surtout lorsque l'on sut que la France ne toucherait pas le reliquat des dettes allemandes, destiné primitivement au relèvement du pays, gravement endommagé par la guerre. Néanmoins il convient de souligner le fait que les griefs formulés à l'égard de l'Allemagne n'avaient nullement créé dans le pays un esprit belliqueux, mais tout au plus une réelle crainte dans certains milieux. Et, en 1939, les Français partirent au front sans enthousiasme : il n'y avait plus d'Alsace à libérer.

La Grande-Bretagne, bientôt, avait pris ses distances vis-à-vis de la France. Car celle-ci, à ses yeux, ne devait pas être la grande bénéficiaire de la victoire commune. Or, les forces britanniques étaient réduites au lendemain de la guerre à une petite armée de métier. Mais, pour Londres,

la « balance of powers » — le rapport des forces — à établir entre les grands pays ne devait en aucun cas évoluer en faveur de la France. Et, tant qu'il fut au pouvoir, c'est-à-dire jusqu'en 1922, Lloyd George joua en quelque sorte l'Allemagne contre la France, selon une vieille tradition britannique comme s'il avait craint la renaissance d'une emprise napoléonienne. D'où une constante opposition entre Paris et Londres, tant en Allemagne qu'au Proche-Orient notamment, où s'affrontaient les deux puissances coloniales.

Puis les Anglais virent dans le pays vaincu, mais renaissant sur le plan économique, un client possible dont le développement industriel sera favorisé par une diminution des réparations.

D'où un autre conflit avec la France, considérée par Berlin comme l'ennemi irréductible. Car Paris avait du mal à renoncer aux contributions allemandes, pour remettre en état ses régions dévastées par la guerre. Ainsi, victime de la sécession américaine, trahie par son alliée britannique, la France vit, en 1922, l'Allemagne vaincue signer avec les Russes le traité de Rapallo, Moscou prenant carrément position contre le traité de Versailles, qui fut d'ailleurs incomplètement exécuté. A vrai dire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — sur lequel il était basé — se révélait difficilement applicable. Car l'enchevêtrement des nationalités en cause, des revendications souvent diamétralement opposées, certaines difficultés économiques se manifestaient dans divers pays. D'où ces nombreux plébiscites, d'ailleurs souvent en faveur des vaincus et dont les résultats devaient parfois être adaptés aux nécessités des Etats nouvellement créés.

Quant à l'occupation de la Ruhr, elle opposa la France à la fois à l'Allemagne et à l'Angleterre. Certes, le chancelier Stresemann fera cesser, en 1923, la « résistance passive »; mais il est indéniable que, par son intervention, le gouvernement de Paris se sera attiré les rancunes des Allemands. Et ce sera encore là un sentiment que saura exploiter Hitler.

Puis, jusqu'en 1929, la République de Weimar connaîtra une situation améliorée, grâce au Plan Dawes notamment, suivi du Plan Young. Néanmoins la crise de 1929 sera particulièrement tragique dans ce pays. Alors que sur le plan politique un certain rapprochement entre Paris et Berlin s'était réalisé, que dès août 1928 le Pacte Briand-Kellog avait été signé. Et Briand, l'« Apôtre de la paix », avait même préconisé une « Fédération européenne ». Enfin, l'évacuation anticipée de la Rhénanie,

décidée en août 1929, achevée dès juillet 1930, devait faciliter les relations entre les deux pays.

A vrai dire, la France, non entièrement rassurée sur les intentions de l'Allemagne, avait commencé les travaux de la « Ligne Maginot ». Mais les rapports franco-allemands s'étaient néanmoins sensiblement améliorés, grâce aux efforts conjugués de Stresemann et de Briand. Et, sans la tragique crise économique, une situation acceptable pour tous aurait pu se développer en Europe. Une politique générale de rapprochement se serait sans doute affirmée alors, en dépit des contestations nées entre ex-alliés. Certes, il y eut la collaboration militaire germano-soviétique, notamment dans la région de Kama, où les futurs officiers allemands de chars s'entraînaient, en violation des interdictions du traité de Versailles. (Cf à ce sujet « Geschichte der deutschen Panzerwaffe », par le général Nehring, au Propiläen Verlag 1969 et « Deutsche Militärgeschichte » de Carl Hans Hermann, Bernard & Graefe 1966).

Malgré tout, le traité de Rapallo de 1922, suivi du Pacte germano-soviétique de 1926, ne semblait pas empêcher le rapprochement franco-allemand. Malheureusement, la France se trouvait isolée lors de la Conférence du désarmement de 1932. Car la Grande-Bretagne, devenue germanophile, proclamait que le désarmement allemand devait être suivi d'un désarmement général. Quant aux Allemands, déjà bénéficiaires d'une remise des réparations non effectuées, ils exigeaient eux aussi le désarmement des autres, c'est-à-dire avant tout celui de la France, qui prenait ainsi figure d'accusée. En vain Tardieu demandait-il l'application simultanée des clauses de la S.D.N. et celle du désarmement. Or, en 1932, l'Allemagne n'avait droit qu'à une armée de 100 000 hommes, alors que la France en avait 360 000.

Bref, les débats se déroulaient dans un climat non serein, pendant qu'en Extrême-Orient s'effectuait l'expansion japonaise. Et pourtant toutes chances d'entente n'étaient pas exclues, lorsque Hitler parvint au pouvoir.

L'ARRIVÉE AU POUVOIR D'HITLER ET SES CONSÉQUENCES EXTÉRIEURES

Hitler fut installé le 30 janvier 1933. Dès le 16 mars, le premier ministre MacDonald soumettait à la Conférence du désarmement un plan prévoyant l'égalité des armements, entre la France et l'Allemagne,

200 000 hommes pour chaque armée, avec en plus 200 000 hommes pour les besoins d'outre-mer français. La Pologne et l'Italie bénéficiaient des mêmes effectifs, avec 50 000 hommes supplémentaires pour les territoires africains italiens.

Or, la France refusait de détruire ses armes. En Allemagne, par contre, deux camps, plus exactement deux « écoles », s'affrontaient, les partisans du désarmement de la France et ceux du réarmement allemand, parmi ces derniers le général von Blomberg. Et, en fait, l'Allemagne réarmait. Churchill, alors dans l'opposition, voyait là une menace de guerre. Il avait essayé, en vain, de montrer au Parlement cette renaissance militaire allemande: personne ne le croyait. Tout au contraire, certains parlementaires réclamaient le désarmement français. En France même une partie de l'opinion refusait de croire au danger allemand. Et, cédant à une certaine pression, le gouvernement s'en tint à cette attitude défensive que concrétisait la ligne Maginot. A la même époque, le parlement français rejetait le projet d'armée mécanisée du lieutenant-colonel de Gaulle, soutenu en vain par Paul Reynaud.

Les discussions à la Conférence du désarmement se succédèrent jusqu'au 14 octobre 1933, date à laquelle Hitler déclara quitter à la fois la conférence et la Société des Nations. Il avait été précédé dans sa démarche par le Japon, que rien n'arrêtera plus dans son expansion.

A côté de la volonté de puissance allemande se développait alors l'audace de Mussolini. C'est lui qui trouva l'idée du « Pacte à Quatre » entre l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie. Le Führer y voyait « une éclaircie dans la vie des peuples d'Europe ». Signé en juillet 1933 à Rome, ce document ne fut jamais ratifié. Car le geste allemand du 14 octobre lui enlevait toute valeur. En fait, il aura seulement indisposé la Pologne, humiliée de n'avoir pas été consultée en l'occurrence et qui reprochera à la Tchécoslovaquie de s'incliner trop facilement devant les concessions de Paris.

Et, sorti de la S.D.N., Hitler se rapprochera de la Pologne, mécontente du pacte de non-agression franco-soviétique de 1932. Beck, alors ministre des Affaires étrangères, signera, en janvier 1934, l'accord germano-polonais, tout en restant d'ailleurs fidèle à l'alliance avec la France.

Mais les discussions sur le désarmement, même après l'échec de la conférence, se poursuivaient entre gouvernements. Hitler finit par réclamer 300 000 hommes, accordant 500 000 hommes à la France.

La Grande-Bretagne demandait au gouvernement de Paris d'accepter ces propositions. Mais la France refusait, car le réarmement allemand était déjà en voie de réalisation et elle rejetait un plan qui n'avait selon elle plus de sens puisque le réarmement déjà réalisé rendait « toutes négociations inutiles. La France assurera elle-même sa sécurité. »

Mais, par la voie diplomatique, Barthou, ministre des Affaires étrangères, se mit à rechercher un contrepoids au danger allemand montant, par une entente avec Mussolini et l'Union Soviétique. L'Italie, en effet, avait soutenu l'Autriche lors de l'assassinat de Dollfuss en juillet 1934 et semblait donc être disponible pour un rapprochement avec Paris. La France, qui frôlait alors la guerre civile, aurait eu intérêt à une politique d'entente avec Mussolini et les Soviétiques. Car l'Allemagne, ainsi prise entre deux fronts, aurait été neutralisée. Mais il fallait bien ménager l'Angleterre, et le gouvernement de Paris ne put donc accepter l'offre d'alliance de Litvinov, d'autant plus qu'en France même la propagande antisoviétique était alors très vive. Quant à la Pologne, elle suivait, depuis janvier 1934, sa politique proallemande. Alors elle refusa nettement l'alliance soviétique qui devait s'ajouter à l'accord franco-polonais, car la prévention contre la Russie était très forte chez elle.

Il est certain que la manœuvre d'équilibre tentée par Barthou — d'ailleurs soutenue par Litvinov — aurait épargné aux pays en cause la deuxième guerre mondiale. Tout au contraire, le changement de front opéré ensuite par l'URSS, convaincue de la faiblesse de la France face à la volonté de puissance d'Hitler, allait changer le cours des événements.

En somme, le Führer gagnait la partie, grâce à une absence totale d'unité franco-britannique essentiellement. L'on connaît la suite: l'occupation de la Rhénanie, l'Anschluss, puis la capitulation de Munich en 1939...

Il nous semble indiqué cependant d'évoquer brièvement ici l'ambiance belligère de 1939, c'est-à-dire cette affirmation de l'orgueil, de la démesure d'Hitler, face à des alliés sans véritable front commun, chez qui tantôt une coupable méconnaissance des réalités du moment, tantôt un incontestable complexe d'infériorité ont largement favorisé tant l'entreprise infernale du Führer, que l'habile manœuvre soviétique.

Ces faits expliquent aussi bien le désastre de 1940 que le déclin de l'Europe à la suite des trois guerres considérées, mais aussi ses espoirs au terme de cette longue période de près de cent ans, objet de notre

étude et si importante dans l'histoire de notre continent, de l'Occident tout entier, voire de l'ensemble du monde actuel.

L'AMBIANCE BELLIGÈNE DE JUILLET-AOUT 1939

Début 1939, les Français ne voulaient « pas mourir pour Dantzig ». Il en était d'ailleurs de même pour Hitler. Ce dernier, ayant vu, les années précédentes, les Alliés s'incliner devant sa volonté déclarait à ses généraux selon le général Nehring, qu'il n'entendait pas se laisser fourvoyer dans une deuxième guerre mondiale... comme les incapables de 1914 » (cf. « Hitler: Dann finis Germania », par Malanowski, dans le « Spiegel » du 28 août 1969, selon les renseignements fournis par le général Nehring).

Or, par une sorte de réaction de la dernière heure, la France et la Grande-Bretagne voulurent faire brusquement preuve de fermeté. Par ailleurs, le général Gamelin, à l'insu de son gouvernement, eut l'initiative de donner au ministre de la guerre polonais, l'assurance formelle d'une éventuelle intervention armée française en cas d'agression contre la Pologne. Et c'est par hasard que M. Bonnet, alors ministre des Affaires étrangères, apprit qu'une convention militaire venait d'être signée, aux termes de laquelle, en cas d'agression contre la Pologne ou même de menace contre Dantzig, la France « entrerait immédiatement en action avec ses trois armées. » Et c'est précisément ce que M. Bonnet entendait éviter.

On comprend difficilement cette initiative de la part du généralissime, alors que ce dernier, d'une manière générale, soutenait que l'intervention envisagée ne pouvait être envisagée qu'après un délai de deux ans.

Or, Gamelin avait laissé entrevoir à ses interlocuteurs :

- une action aérienne immédiate,
- des attaques à objectifs limités dans quelques jours,
- une offensive d'ensemble contre l'Allemagne à partir de J + 15.

A vrai dire, sur les observations du gouvernement français, le général avait dû atténuer quelque peu les engagements pris par lui. Après avoir initialement promis une intervention « avec le gros » des forces, il mit l'obligation au pluriel « les gros », ce qui minimisait l'engagement si légèrement assumé à l'insu du gouvernement.

Après la visite du ministre de la guerre polonais — qui avait eu lieu en mai 1939 — les experts franco-britanniques se réunirent et décidèrent

une « stratégie défensive ». Car il n'envisageaient aucunement une offensive précipitée contre la ligne Siegfried. Ils allèrent même jusqu'à admettre que « le sort de la Pologne dépendrait de l'issue de la guerre... » et non pas, par conséquent, d'efforts alliés pour atténuer, dès l'ouverture des hostilités, la pression allemande sur la Pologne.

Mais ces intentions restaient ignorées des Polonais.

En réalité M. Bonnet pensait encore à la possibilité de la négociation, alors que l'ambassadeur polonais Lukasiewicz rappelait, le 1^{er} septembre, les obligations contractées par la France vis-à-vis de son pays. Et, après cet entretien, le ministre des Affaires étrangères mit tout en œuvre pour donner suite à la proposition de Mussolini de susciter une ultime conférence à la Munich, afin de tenter un arrangement de la dernière heure. Le duce était prêt à entreprendre une démarche en ce sens, pour le 5 septembre, si toutefois la France et la Grande-Bretagne étaient d'accord.

Il convient de noter d'ailleurs qu'en Italie même un courant en faveur d'une solution diplomatique existait encore après l'invasion de la Pologne. Le général Stehlin, alors attaché militaire adjoint à Berlin, est formel sur ce point. En effet, les derniers jours d'août, alors qu'Hitler semblait décidé à déclencher la guerre, l'attaché de l'air d'Italie et son adjoint vinrent voir leur collègue français pour s'informer du dernier entretien entre l'ambassadeur Coulondre et le Führer et le supplièrent d'intervenir, afin que le premier encourageât son gouvernement à venir en aide à la Pologne.

La conférence suggérée par Mussolini devait être, selon ce dernier, un examen des « causes de l'inquiétude du moment », sur lesquelles les quatre gouvernements étaient d'accord : Dantzig et le corridor. Et Bonnet, fort de l'assurance que l'Italie ne participerait pas à une guerre contre la Pologne, fit connaître que la France souhaitait un « arrangement amiable » du conflit entre Berlin et Varsovie.

Quant à l'ambassadeur britannique en Allemagne, Sir Henderson, il estimait que la situation pouvait encore être sauvée si le commandant en chef polonais, Rydz-Smigly, « se rendait à Berlin, au lieu de rejoindre ses troupes au front ».

Samedi 2 septembre, alors que la France déjà mobilisait, Bonnet tenta une dernière démarche auprès de Ciano, car Chamberlain refusait de se rendre à la réunion si, auparavant, les Allemands n'évacuaient pas le

territoire polonais occupé. Le ministre français demandait à Ciano : « Hitler accepterait-il un recul symbolique de ses troupes, comme Joffre l'avait fait en 1914 ? » La réponse fut : « Non. » La France la reçut le 3 septembre au matin. A 10 heures, le télégramme historique partit à l'adresse de l'ambassadeur français à Berlin, avec l'ultimatum qui correspondait aux engagements pris vis-à-vis de la Pologne, en vertu du traité signé.

En effet, Mussolini avait fait connaître la veille à 21 heures qu'il ne pouvait entreprendre la démarche sollicitée, que s'il insistait encore, Hitler l'accuserait de l'avoir « frustré d'une victoire ». Beck, pour sa part, avait, à la même heure, déclaré : « Nous sommes en pleine guerre. Il ne s'agit plus de conférence, mais de la défense à mener de front entre alliés. »

Malheureusement la France, la première intéressée en ce sens qu'elle était la détentrice de la majorité des forces terrestres susceptibles de mener l'intervention armée promise, ne voulait pas assumer cette tâche de dégagement de l'allié polonais.

En fait, elle surestimait la puissance militaire allemande. Son 2^e Bureau admettait, pour la Wehrmacht, 4 millions d'Allemands instruits mobilisés. En réalité, il n'en existait que 2,6 millions. De même, il évaluait à 130-150 divisions les forces existantes; elles n'étaient qu'au nombre de 88 $\frac{2}{3}$. Même erreur pour les chars: estimés à 3500-4200, ils n'étaient que 2612. Sur le front Ouest, au lieu de 1,49 million d'hommes supposé, l'Allemagne n'en comptait que 900 000, avec seulement 34 $\frac{2}{3}$ divisions et moins de 50 chars, au lieu de 56 à 94 divisions et 1500 à 1800 chars.

Bref, mal informée, la France — paralysée par son complexe d'infériorité et sa croyance en la ligne Maginot — n'osait rien entreprendre. Et pourtant, nous le savons maintenant, la prétendue supériorité allemande n'était alors qu'un immense bluff, même pour l'aviation. Gœring se vantait d'aller battre la R.A.F. dans ses propres repaires. En fait, lors du déclenchement de la guerre il ne possédait que 18 JU 88 ayant un rayon d'action suffisant pour remplir une telle mission et ils ne transportaient que 2 bombes de 250 kg. Les 371 Dornier 17 n'emportaient chacun qu'une bombe de 250 kg, les Messerschmidt, 4 bombes de 250 kg.

Les grands atouts de la Luftwaffe, c'étaient ses Me 109, au nombre de 743 et qui étaient les égaux du Spitfire, ainsi que les 366 Stuka 87.

Mais les formations d'été 1939 ne constituaient, selon le général Ritter von Pohl, que des unités « moyennement instruites ». Par ailleurs, elles manquaient de pièces de rechange et elles n'avaient que 6 mois de réserve de carburant. Et le général Nehring conclut, pour l'armée de terre: « Considérée froidement, l'armée de terre n'était pas apte à faire campagne en septembre 1939. » En fait, les premiers interrogatoires de prisonniers faits à la 3^e Armée en mai 1940 confirmeront cette opinion de la part des hommes du rang, d'ailleurs bientôt grisés par les succès vraiment non attendus.

L'amiral Raeder a apprécié la marine allemande en ces termes: « ...les navires de surface étaient seulement en mesure de montrer qu'ils savent mourir honorablement ». Et les sous-marins, selon lui, n'étaient « pas en mesure de remplir les missions qui leur incomberaient en cas de guerre ».

En somme, il a fallu toute l'arrogance, en quelque sorte inconsciente, d'Hitler pour voir s'accomplir cette immense escroquerie que fut l'apparente force allemande de 1939. A vrai dire, l'erreur d'appréciation commise par les Français notamment n'aurait pas entraîné la guerre si une certaine politique prônée par Paris avait été suivie par Londres. La publication, en janvier 1970, des protocoles secrets du cabinet britannique jette une lumière totale sur les pourparlers franco-soviéto-britanniques de juillet et août 1939.

Il est faux de dire que l'accord germano-soviétique a été une surprise. Non seulement les procès-verbaux anglais, mais aussi les déclarations Bonnet au « Monde » nous montrent que le ministre des Affaires étrangères avait incité les Britanniques à signer le traité avec les Russes, compte tenu de l'intention de Moscou de procéder éventuellement à une entente avec les Allemands, en cas de défaillance des Franco-Britanniques. M. Bonnet explique: « Je n'ai pas cessé de prendre au sérieux les informations multiples qui nous parvenaient sur la conclusion prochaine d'un accord germano-russe. Il y eut non seulement le remarquable rapport Stehlin, fin mai 1939, dont je rendis compte au conseil des ministres, mais les télégrammes de Moscou le 28 juin, de Hambourg le 4 juillet, qui nous annonçaient que « le gouvernement de l'URSS va signer un pacte de non-agression avec le Reich ». J'en fais état aussitôt auprès de Londres en lui demandant de conclure très vite notre accord avec l'URSS... »

Le 24 juillet les diplomates français, anglais et soviétiques s'étaient mis d'accord sur un pacte politique en 7 articles par lesquels les trois pays s'engageaient à la défense commune des Etats européens, notamment de la Roumanie et de la Pologne. Et Molotov se disait prêt à le parapher.

En réalité les Britanniques répugnaient à une entente avec les Russes. Et ils sous-estimaient la force militaire soviétique. Pourtant le président Daladier avait envoyé à Londres un rapport du 2^e Bureau dans lequel était mentionnée une déclaration du général Brauchitsch affirmant qu'en cas d'alliance entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, l'Allemagne perdrait la guerre. Mais Chamberlain ne se laissa pas convaincre. Il ne croyait pas à la volonté de guerre d'Hitler. Et c'est *cette méconnaissance de la situation par Chamberlain*, le refus opposé aux avertissements français qui ont abouti à la *rupture des conversations franco-soviéto-britanniques, cause directe du déclenchement de la guerre par le Führer*.

Mais il peut être intéressant de jeter un coup d'œil rétrospectif sur cette conférence qui, normalement, aurait dû empêcher le conflit par le jeu des intérêts conjugués de la France, de l'Angleterre et aussi de la Russie, pour laquelle une Allemagne forte représentait la menace principale.

LES ENTRETIENS SOVIÉTO-FRANCO-BRITANNIQUES MANQUÉS

L'amiral Kouznetsov nous en fournit le récit (cf. « Le Monde » du 31/8/69).

A vrai dire, Londres, pour les raisons indiquées, n'avait désigné comme représentant qu'un chef subalterne, non muni d'instructions et de pouvoirs valables pour mener à bonne fin les entretiens. Si bien que l'on dut décider de poursuivre la conférence « sans attendre les documents de Londres ».

Le représentant français, le général Doumenc, dégagea alors trois principes :

- création, en cas de menace, de *deux fronts Est et Ouest*,
- *continuité de ces deux fronts*,
- *mise en œuvre de toutes les forces* contre l'ennemi.

Puis on procéda à une évaluation des moyens. Le général Doumenc fit état de 110 divisions françaises avec 4000 chars modernes et 3000 canons

de gros calibre, de 2000 avions de première ligne. Et l'amiral Kouznetsov affirme qu'il eut avec le général Doumenc des conversations « concrètes et efficaces ». En somme, le chef soviétique reconnaît la volonté de la France d'aboutir.

Du côté russe, le maréchal Chapochnikov présenta les chiffres suivants :

- 120 divisions d'infanterie et 16 divisions de cavalerie,
- 9000 à 10 000 chars,
- plus de 5000 canons de gros calibre,
- 5500 avions.

Quant à l'amiral Drax, représentant britannique, il fit état de 6 divisions immédiatement disponibles pour le continent, 9 autres pouvant rapidement être mises en œuvre, 16 autres étant susceptibles d'être préparées ultérieurement, ainsi que 3000 avions.

La proposition soviétique envisageait deux hypothèses :

1^o *En cas d'attaque allemande contre la France et la Grande-Bretagne: Mise en œuvre, par les Russes, de 70% de la valeur des forces armées engagées par les Franco-Britanniques contre l'agresseur.*

2^o *En cas d'attaque allemande soit contre la Pologne ou la Roumanie, soit directement contre l'Union Soviétique en partant de la Finlande, de l'Estonie et de la Lettonie, les Soviétiques garantissaient une aide réelle, à condition de pouvoir traverser les territoires polonais, roumain ou même lituanien.*

Or, à ce sujet, aucune réponse ne parvint de Londres jusqu'au 17 août. Vorochilov la demanda alors instamment, mais Drax exigea un délai de 2 ou 3 jours. Vorochilov déclara, au nom de la délégation soviétique: « Si ce problème exige des délais, cela signifie qu'il y a tout lieu de douter de leur aspiration à une coopération effective et sérieuse avec l'URSS sur le plan militaire. Il proposa donc l'ajournement de la conférence. Et dans le courant de l'après-midi du 21, il remit aux délégués une déclaration qui désignait les Britanniques et les Français comme les responsables de la rupture.

Dans ces conditions, conclut l'amiral Kouznetsov, il ne restait à la Russie menacée qu'une solution: l'accord avec l'Allemagne...

Ainsi, une politique française saine échoua, faute d'une compréhension suffisante, de la part des responsables britanniques, de la situation internationale. L'Occident, représenté ici par les deux pays

alliés, n'avait pas su constituer un véritable front commun. Et, de ce fait, il avait littéralement jeté l'Union soviétique dans les bras de l'Allemagne, pour peu de temps d'ailleurs, car l'accord entre les deux dictateurs ne pouvait pas durer; c'était, de part et d'autre, une entente de circonstance, qui allait se traduire par un nouveau partage de la Pologne.

Ainsi se termine, pour employer l'expression de Liddel Hart, la « phase vitale » de l'avant-guerre. Et, comme le souligne l'éminent auteur militaire, la guerre de 1939/1945 fut finalement le résultat fatal de toute une série d'abdications successives de l'Occident devant les coups d'échecs consécutifs d'Hitler, dont le premier avait été la réoccupation de la Rhénanie.

Mais comment a pu réussir ce défi, qui livrait au nouveau chef de l'Allemagne un tremplin pour la réalisation de sa volonté de puissance? Tout simplement, parce que la France, seule, n'avait pas osé agir, c'est-à-dire avoir cette réaction qu'attendaient d'ailleurs les généraux allemands, opposés au projet. Mais, si Paris avait du moins vu juste, par contre, la Grande-Bretagne n'avait pas compris la portée stratégique du geste allemand. Et l'Amérique, sollicitée par le gouvernement français, accueillit de manière presque sarcastique la proposition d'une action commune. Et ainsi la France, totalement isolée n'osa pas intervenir seule. Et l'opération, non contrée, réussit.

Elle marquait, aux yeux de l'Allemand moyen, comme une sorte de réhabilitation de l'honneur national, la réparation d'une profonde injustice; car la légende du « coup de poignard dans le dos » avait trouvé un large crédit dans la population de la République de Weimar. Et Hitler fut donc pour l'Allemagne, alors à la recherche d'un grand homme, le chef providentiel.

Pour le Führer, ce fut là sa première victoire sur ses généraux qu'au fond il n'aimait pas et qui avaient été résolument opposés, dans leur majorité, à cette provocation de la France, à vrai dire surestimée par eux.

Mais c'était aussi la première de ces impudences successives qui, finalement, allaient conduire son pays au désastre et toute l'Europe à la division et à un regrettable déclin sur le plan mondial.

Puis ce furent: l'Anschluss, les Sudètes, suivis de l'occupation de la Tchécoslovaquie. Ainsi, grisé par ces succès, Hitler, toujours insensible à tous les avertissements, créait une situation belligère en Europe

orientale, où la Pologne, désormais isolée, devenait pour lui une tentation irrésistible...

Et pourtant, tout en profitant des divergences franco-britanniques, le Führer avait pris conscience du danger que présentait pour lui l'Union soviétique. Ses généraux lui avaient d'ailleurs signalé les conséquences qu'aurait présentées, pour l'Allemagne redevenue puissante, une alliance entre la Russie hostile, les Britanniques et les Français. D'où cet effort pour devancer ces derniers dans leurs approches de Moscou.

Et, dans cette entreprise, il fut remarquablement servi par l'Angleterre elle-même. Car celle-ci, ancrée dans son Empire, traditionnellement méfiante de la France et éloignée du continent, fut incapable de se dépasser elle-même dans un contexte européen évolué, dans lequel un certain sens communautaire aurait dû s'imposer à son gouvernement. En bref, la responsabilité de l'impuissance occidentale en l'occurrence incombe incontestablement à la Grande-Bretagne, plus particulièrement à Chamberlain. Ce dernier ne sut pas comprendre la valeur de la proposition soviétique de septembre 1938, conformément à laquelle le chef de l'U.R.S.S. affirmait, tant publiquement que dans des conversations à deux, qu'il était tout disposé à s'associer à la France et à l'Angleterre pour la protection de la Tchécoslovaquie. Non seulement on ignore à Londres cette proposition, mais l'Union soviétique fut délibérément écartée, sur l'intervention du gouvernement de Sa Majesté, de la conférence de Munich, où d'ailleurs Chamberlain fit pression sur les Tchèques, afin de leur faire accepter les conditions allemandes.

Certes, l'homme d'Etat britannique s'affirma, en mars 1939, comme un velléitaire de la résistance à Hitler, en proposant à la Pologne la garantie britannique contre « toute action qui menacerait l'indépendance polonaise et contre laquelle le gouvernement polonais considérerait comme vital de résister ». Ce qui lui valut, de la part de Lloyd George, le reproche qu'une telle attitude était démentielle sans un accord avec la Russie. Mais Chamberlain n'aimait pas la Russie... Et, avec Halifax, il fut le mauvais génie de la Grande-Bretagne. Il est à noter que même le déclenchement des hostilités n'allait pas corriger l'incompréhension d'Halifax et de Chamberlain. Nous savons, en effet, par les révélations de l'ambassadeur de Suède à Londres de l'époque, Bjoern Prytz, que le jour le plus sombre de la guerre — le 17 juin 1940 — Butler, le jeune secrétaire d'Etat des Affaires étrangères et ami d'Halifax, remit de la

part de ce dernier un message au diplomate nordique. Il y était dit que la Grande-Bretagne était prête à une paix de compromis avec l'Allemagne. Et l'opposition de Churchill, laissait entendre Butler, ne devait pas être un obstacle à cette négociation. Et c'est en partie cette démarche qui incita la Suède à céder aux Allemands, lorsque ceux-ci mirent son gouvernement en demeure de laisser passer la Wehrmacht par les eaux suédoises pour gagner le nord de la Norvège.

Mais la défaillance britannique ne doit pas nous voiler celle de la France, qui aurait pu, dans un premier temps agir seule. Or les responsables militaires de ce pays étaient comme enfermés dans un certain « immobilisme intellectuel », une fausse interprétation des leçons de la dernière guerre qui, trop souvent, conduit les vainqueurs à des conclusions désastreuses. En particulier, le général Gamelin, avant 1914 partisan de la stratégie de « l'offensive à outrance », était sorti du premier conflit mondial avec la conviction que — compte tenu des pertes de 1914-1918 — la défensive était vraiment la forme supérieure de la stratégie.

La théorie de la ligne Maginot était le résultat forcé en quelque sorte de cette manière de penser, contra laquelle des auteurs valables s'étaient élevés. En particulier, le général Guillaumat avait, dès 1922, proclamé que la fortification seule n'était pas suffisante pour garantir l'inviolabilité d'un territoire national.

Mais l'opinion dominante, au niveau du commandement comme dans le public, était celle du général Maurin qui, comme ministre de la Guerre en 1935, avait déclaré qu'après avoir investi des milliards « dans de bonnes et solides fortifications », il ne convenait pas de se lancer « dans l'aventure ».

Et pourtant le général Gamelin percevait épisodiquement les réalités du moment. Le 1^{er} septembre 1939 il avait bien admis que si la France laissait s'accomplir la destruction de la Pologne, elle allait se trouver dans quelques semaines dans une situation « bien plus sérieuse ». Mais c'était là la déclaration d'un velléitaire, incapable en fonction d'une vérité bien perçue.

Ce sont ces défaillances franco-britanniques que le Führer comptait bien exploiter, alors que le général von Manstein avait déclaré qu'en cas de guerre l'Allemagne était dans l'impossibilité de « défendre sa frontière, tant à l'Ouest que face à la Pologne ».

Mais Hitler proclamait que les gens avec qui il avait traité ne déclen-

cheraient jamais une guerre mondiale. Toutefois il estimait impossible une défense allemande vis-à-vis d'une coalition franco-anglo-soviétique. Mais Gœring se vantait d'anéantir la Grande-Bretagne par une attaque éclair de sa Luftwaffe.

Cette propagande portait d'ailleurs ses fruits. Partout à l'Ouest, les experts surestimaient l'importance de l'aviation allemande, comme d'ailleurs celle de la Wehrmacht en général. D'où ce complexe d'infériorité avec lequel les responsables français allaient entrer en guerre, Et le désastre de Pologne fut hâté par les Polonais eux mêmes, trop confiants dans une armée techniquement dépassée en 1939.

Notre propos n'est pas d'entrer dans l'étude détaillée des opérations tant à l'Est qu'à l'Ouest et sur tous les continents. Nous nous contenterons d'évoquer la philosophie générale de la deuxième guerre mondiale et de ses conséquences directes.

PHILOSOPHIE GÉNÉRALE DE LA CAMPAGNE 1939/45 ET DE SES SUITES DIRECTES

La guerre de 1939/45 a été, selon Churchill, une « guerre inutile ». En effet, une meilleure compréhension vis-à-vis de l'Allemagne weimarienne eût sauvé celle-ci du désastre par une certaine atténuation des conditions du Traité de Versailles. Puis une vigilance efficace des Français et Britanniques en présence des empiètements successifs d'Hitler aurait pu neutraliser la volonté de puissance du grand aventurier qui allait conduire — faute d'être contenu à temps — son pays à la guerre et à la catastrophe.

Une simple réaction ferme des anciens alliés lors de la remilitarisation de la Rhénanie aurait empêché, par l'échec de cette entorse au traité signé, Hitler d'apparaître aux yeux de ses compatriotes comme l'homme providentiel, le grand chef, réparateur des torts faits aux Allemands, qui se considéraient comme victimes du « coup de poignard dans le dos » et du « Diktat » de Versailles.

A vrai dire, les généraux allemands eux-mêmes étaient opposés à cette réoccupation de la rive gauche du Rhin, tant la réaction alliée leur semblait normale.

Or, faute de cette attitude énergique pratiquement attendue par le commandement de la Wehrmacht, et accentuée par l'abstention des

Etats-Unis, vainement sollicités par Paris, le gouvernement français n'avait pas osé agir seul. Et ainsi Hitler, encouragé par cette défection des anciens alliés, put entamer la suite de ces défis qui aboutirent successivement à l'Anschluss, à Munich et finalement à l'accord germano-soviétique, prélude à ce scandaleux partage de la Pologne que la France et l'Angleterre ne surent empêcher, ni avant, ni après le déclenchement des hostilités.

Bien mieux, et comme si l'abstention était devenue comme une deuxième nature chez les responsables de Paris et de Bonn, la « drôle de guerre » permit à Hitler de perfectionner son appareil militaire encore incomplet en 1939, alors qu'une offensive alliée eût permis facilement la destruction des forces allemandes insuffisantes du front occidental. Puis, en 1940, devant une Wehrmacht devenue nombreuse, mais non encore définitivement mise au point, les deux commandements occidentaux, sans doctrine de guerre valable, furent incapables d'opposer aux Panzerdivisionen des formations semblables, tout en possédant un nombre de chars du même ordre que celui de l'armée allemande.

Le Blitzkrieg de 1940, suivi de la capitulation française, laissa l'Angleterre seule, désormais tributaire, pour sa survie, d'une puissance étrangère, extra-européenne et ignorante des problèmes de notre continent. En d'autres termes, la victoire finale devait être une victoire spécifiquement américaine..., à laquelle la Russie, d'ailleurs directement attaquée, contribuait de son mieux, avec l'aide venue d'outre-Atlantique.

En bref, les Etats-Unis, les grands vainqueurs de la plus formidable guerre de tous les temps, devenus la première puissance de l'univers, recueilleront, avec la victoire, la haute mission de rendre la paix et l'ordre à un monde retourné au chaos et qu'il fallait reconstruire politiquement et économiquement.

Or, la grande Amérique ne possédait pas alors des hommes d'Etat à la hauteur de cette immense tâche. Ce pays était trop jeune pour avoir une tradition diplomatique comparable à celle des anciens Etats d'Europe, à qui elle succédait en quelque sorte au niveau supérieur, géopolitique, sans avoir l'expérience de leur long passé.

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que les présidents des Etats-Unis aient parfois commis des fautes, deux surtout, dont nous subissons, aujourd'hui encore, les conséquences tragiques.

D'abord, ce fut l'imposition au Reich déjà sur la voie de la défaite

d'une « capitulation sans conditions », qui a certainement prolongé une guerre virtuellement perdue par l'Allemagne. C'était là un incontestable manque de sens psychologique vis-à-vis de tout un groupe d'Allemands opposés à Hitler.

La deuxième faute majeure du président Roosevelt fut la surva-
lorisation de l'Union soviétique, à Yalta, où Churchill ne figure que comme
second du chef américain. Certes, l'accord en cause n'a nullement été
ce « partage à deux du monde » que souvent une presse insuffisamment
informée évoque. Mais le grand tort du président des USA ce fut de
reconnaître comme son égal Staline qui ne l'était pas à l'époque. Et
Roosevelt avait alors incontestablement manqué d'esprit politique,
voire géopolitique. Car s'il avait suivi la thèse de Churchill, qui suggérait
un moment donné un débarquement américano-britannique en Europe
centrale, l'usurpation soviétique, c'est-à-dire la mainmise sur les actuels
« satellites », par l'U.R.S.S., n'aurait pas eu lieu...

Les sommes, les conditions de l'ultérieure « dyarchie » soviéto-
américaine ont été créées de la sorte par la première nation d'Occident qui,
confrontée par ailleurs avec les grands problèmes d'Extrême-Orient, ne
saura pas établir une pax americana dans cette partie du monde où,
par la suite, elle allait être incapable de vaincre, aussi bien en Corée
qu'au Vietnam.

En somme, la grande Amérique, ayant remporté la plus considérable
victoire de l'Histoire, se trouvait confrontée de ce fait, sur l'ensemble
du globe, avec une mission à laquelle incontestablement elle n'était pas
préparée. En dernière analyse, si la guerre, selon Churchill, avait été
inutile, la victoire, elle, allait produire, un peu partout dans le monde,
des situations incomplètes et incertaines, auxquelles la dyarchie des deux
Grands se révélera incapable de fournir des solutions valables.

(A suivre)

Colonel Fernand-Thiébaud SCHNEIDER